



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf : FQR

ARRÊTE

de mise en demeure à l'encontre de
la société SEVIA à SAINT-ALBAN

126

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 1991 autorisant la société SRRHU à exploiter à SAINT ALBAN, ZAC du Terroir, impasse Jean Mermoz, un centre de stockage et de transit de produits liquides usagés ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 11 juin 2004 délivré à la société SEVIA-SRRHU qui succède à la Société SRRHU ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 25 juillet 2006 délivré à la société SEVIA qui succède à la Société SEVIA-SRRHU ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 renouvelant l'agrément de la société SEVIA pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Haute-Garonne ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 septembre 2010 suite à sa visite d'inspection du 14 septembre 2010 ;

Considérant que la société SEVIA ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées et notamment les dispositions de l'annexe, titre II, portant sur les obligations du ramasseur agréé ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner une perte de traçabilité de lot d'huiles usagées polluées aux PCB,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

.../...

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : La société SEVIA est mise en demeure, pour les installations exploitées ZAC du Terroir, impasse Jean Mermoz, sur le territoire de la commune de SAINT ALBAN , de respecter, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées, en étudiant et mettant en place une méthode d'échantillonnage qui garantit que le double échantillonnage est réalisé avant mélange avec tout autre lot d'huiles.

ARTICLE 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3 : Délai et voies de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Toulouse, le 26 OCT. 2010

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN